

Actes de colloque International sur :  
« Dynamiques migratoires Sud-Sud et Intégration  
des immigrants subsahariens dans les sociétés d'accueil »

Sous la direction :  
Pr. Mustapha EZZAHIRI



**Actes du Colloque International sur :**  
**« Dynamiques migratoires Sud-Sud et intégration  
des immigrés dans les sociétés d'accueil »**

**organisé par l'équipe de projet relevant du programme "Ibn  
Khalidoun" initié par le CNRST**

les 26 et 27 février 2020 au siège de la Faculté des Sciences Juridiques,  
Economiques et Sociales/Université Chouaïb-Doukkali, El Jadida

Coordonnateur du Colloque :

**Professeur MUSTAPHA EZZAHIRI**  
Enseignant-Chercheur à la FSJESJ  
Université Chouaïb-Doukkali, El Jadida

**Edition 2020**

Ouvrage collectif sous la direction du :

**Professeur Mustapha EZZAHIRI**

Enseignant-Chercheur à la FSJESJ  
Université Chouaïb-Doukkali, El Jadida

**Comité de lecture et de rédaction**

- Mustapha EZZAHIRI, FSJES, Université Chouaïb-Doukkali, El Jadida.
- Abdelaziz CHAFIK, FSJES, Université Chouaïb-Doukkali, El Jadida.
- Mohamed DAOUD, FLSH, Université Chouaïb-Doukkali, El Jadida.
- Abdellatif FEKKAK, ISCAE, Université Mohamed V, Rabat.
- Lahcen OURRI, FLSH, Sidi Mohamed Ben Abdellah, Fès.
- Hamid Ait LEMQEDDEM , ENCG, Université Ibn Toufail, Kenitra.
- Adil FARAJ, ENCG, Université Chouaïb-Doukkali, El Jadida.

Tous droits réservés

**Dépôt légal** : 2020MO2187

**ISBN** : 978-9920-9481-0-4

**Edité par** : Pariscom

102 Av. Abderrahmane Doukkali, El Jadida

Tél/Fax : 0523392797

pariscominf@gmail.com

Toute reproduction, même partielle, tel que prévu par le code de la propriété intellectuelle, ne peut se faire sans autorisation préalable des auteurs concernés (Code pénal marocain)

**« Migrations internationales en Europe, urbanisation,  
cohésion sociale et développement »**

***Maria da Conceição PEREIRA RAMOS***

Professeure à l'Université de Porto (UP) – Faculté d'Économie (FEP), Portugal  
et Chercheuse au CEMRI (Centre d'Études pour les Migrations et les Relations  
Interculturelles)  
[cramos@fep.up.pt](mailto:cramos@fep.up.pt)

**1 - Introduction**

Dans quelle mesure les migrations internationales et les politiques migratoires ont-elles des effets sur la cohésion sociale et le développement dans les pays d'origine et de destination ? Comment améliorer les politiques de cohésion sociale, la régulation des flux et l'intégration des immigrés ? Cette communication tente de répondre en présentant certaines incidences des migrations sur la cohésion sociale en Europe, à l'heure des crises et de l'augmentation des tensions sociales, en identifiant certaines tendances et défis auxquels les États sont confrontés et en examinant les politiques en faveur de la cohésion sociale, des droits de l'homme et d'une meilleure intégration des immigrés. Cette intégration est un problème national, mais aussi local et territorial (Ramos, 2012 ; OCDE, 2018).

La migration est essentiellement un phénomène urbain (OIM, 2015). Les villes peuvent transformer la diversité issue de la migration en un atout social, démographique et économique. L'intégration locale des migrants, notamment sur le marché du travail, est à prendre en compte quant à la manière dont les migrants contribuent à bâtir et à revitaliser les villes. L'impact des migrations est principalement ressenti au niveau local et dépend des caractéristiques socio-économiques spécifiques des migrants. L'immigration constitue un thème central de la politique européenne et il faut renforcer la

coopération entre pays d'accueil et pays d'origine pour un développement local et global durable.

## **2 – Diversité des Mobilités en Europe et Politiques Migratoires Sélectives**

En 2015, les migrations permanentes et temporaires ont augmenté dans la zone de l'OCDE. Les États membres de cette organisation ont enregistré 1,65 million demandes d'asile en 2015. En 2013, environ trois millions d'étudiants en mobilité internationale étaient inscrits dans ces pays (OCDE, 2016), et plus de 3,5 millions en 2016 (OCDE, 2019). Les migrations temporaires de travail, qui concernent des personnes migrant pour une durée limitée, ont fortement augmenté en 2017, jusqu'à atteindre 4.9 millions d'individus, contre 4.4 millions en 2016.

La Pologne est le premier pays de destination des migrants temporaires de travail, devant les États-Unis. Environ 5.3 millions d'entrées à caractère permanent ont été enregistrés dans les pays de l'OCDE en 2018, en hausse de 1 % par rapport à 2017, selon des données de l'OCDE (2019). Depuis 2015, les pays européens membres de cette organisation ont accueilli plus d'immigrés permanents que les États-Unis; celui-ci reste néanmoins le premier pays d'accueil, devant l'Allemagne.

Les interactions transnationales inhérentes à la globalisation se manifestent notamment par la mobilité croissante de populations variées, la diversification des circuits migratoires et la féminisation des flux. Les femmes, de plus en plus présentes dans les migrations internationales, participent à la mobilité, non seulement au titre du regroupement familial, mais aussi isolément, pour de courtes ou longues périodes, notamment pour travailler, étudier et rendre visite. Deux éléments sont à signaler: l'autonomie croissante des femmes et

la réelle demande de travail féminin dans l'économie globale (Ramos, 2013).

Les migrations et les flux en retour induits constituent un des plus importants facteurs d'intégration des pays d'émigration dans la mondialisation (OCDE, 2000; Ramos, 2000). À l'ère de la mondialisation et des crises économiques, les nouvelles configurations de mobilité humaine affectent différents groupes et prennent notamment la forme de migrations de main-d'œuvre très qualifiée (« fuite de cerveaux et de compétences »), de saisonniers, de détachés et la part du personnel de santé (Ramos *et al.*, 2013 ; OCDE, 2015), de recherche et d'éducation supérieure est en croissance (Ramos, 2014).

Dans l'Union Européenne (UE) et les pays de l'Association Européenne de Libre-Échange (AELE), les travailleurs « détachés » par leur employeur pour travailler dans un autre pays de l'UE/AELE représentaient la première catégorie de migrants temporaires de travail, avec environ 2.7 millions détachements (OCDE, 2019). C'est au Luxembourg et en Suisse que les migrants temporaires de travail sont les plus nombreux par rapport à la population totale en grande partie du fait des travailleurs originaires de l'UE/AELE.

Mais la mobilité est une possibilité inégalement répartie dans les sociétés et entre les individus. L'Union européenne (UE) est confrontée à un paradoxe. En effet, alors que l'intégration communautaire étend le droit à la mobilité des citoyens européens, dans les faits, c'est surtout la mobilité des migrants extracommunautaires en direction et au sein de l'UE, qui paraît s'accroître, les flux migratoires intracommunautaires restant soumis à de fortes inerties (Ramos, 2005, 2007a). L'immigration conduit l'Europe à interroger non seulement l'efficacité de ses instruments restrictifs et répressifs, mais aussi sa volonté d'ouverture au reste du

monde et sur ses valeurs en matière de droits de l'homme et de gestion des différences (Ramos, 2011).

La fracture entre Européens et non-Européens conduit à une gestion différenciée des groupes sociaux en fonction de leur statut, avec des politiques migratoires restrictives et sélectives (une distinction croissante entre migrants qualifiés et non qualifiés) et une surveillance policière accrue des frontières (Ramos, 2013). Des gouvernements mettent en place des dispositifs visant à favoriser les migrations qualifiées: politique de quotas en fonction du niveau de diplôme, politique d'accueil des migrants dans certains secteurs et promotion de « l'immigration choisie ».

Beaucoup de migrants entrent donc sur le territoire européen par d'autres biais, le regroupement familial et l'immigration illégale. Selon le Rapport sur le développement humain 2009, les restrictions mises en place par le pays d'accueil peuvent à la fois augmenter les coûts et les risques des migrations (PNUD, 2009). Certains chercheurs proposent d'intégrer le coût économique des migrations, incluant le coût des politiques répressives, notamment des politiques d'expulsion et de reconduites à la frontière.

Les ambiguïtés du contrôle étatique de l'immigration peuvent favoriser la migration en situation irrégulière, une catégorie de main-d'œuvre demandée dans les économies des pays développés, plus flexible, plus adaptée aux fluctuations de la demande et moins onéreuse. Les étrangers sans titre sont prêts à accepter des horaires et des conditions de travail moins favorables pour survivre (Ramos et Patrício, 2015).

Dans le contexte de l'actuel processus de mondialisation, qui favorise une circulation de plus en plus libre des marchandises, des informations et des capitaux, il convient d'envisager d'inclure

également la libre circulation des êtres humains (Pécoud et Guchteneire, 2009). On constate le besoin de main-d'œuvre étrangère à la fois non qualifiée (dans le secteur de l'agriculture et des services notamment) et très qualifiée (dans certains secteurs comme l'informatique, l'ingénierie, la médecine...).

Une publication sur l'intégration de la migration dans le Programme de développement des Nations Unies après 2015 (Lonnback, 2014) suggère que fixer des objectifs de migration clairs peut profiter de façon considérable aux 258 millions de migrants internationaux dans le monde (et aux quelque 750 millions de migrants internes) et appelle à étendre de manière équitable les avantages du développement dans les pays du Nord et dans les pays du Sud.

### **3- Globalisation des Migrations, Transnationalisme et Croissance des Citoyennetés Multiculturelles, Plurinationales et Globales**

Environ 128 millions d'immigrés vivent dans l'OCDE, soit plus de 10 % de sa population. L'UE compte 58 millions de résidents nés à l'étranger, soit 11.5 % de sa population et environ les deux tiers viennent de pays non membres de l'UE (OCDE, 2019). L'immigration a apporté, dans la plupart des sociétés européennes, une diversité ethnoculturelle qui suscite des interrogations sur l'identité et la cohésion nationales. L'émigration a des effets directs sur l'évolution des mentalités, les multiples identités et les répercussions démographiques.

Un nombre croissant de migrants organisent leurs vies par référence à deux ou plusieurs sociétés et, dotés de compétences multiculturelles et multilingues, développent des activités transnationales. Le transnationalisme conduit au développement de citoyennetés multiples, multiculturelles, plurinationales et globales (Ramos et Gomes, 2007b; Ramos, 2011).

En réponse, les États et les organisations se doivent de développer des politiques multiculturelles qui promeuvent le pluralisme et la cohésion et écartent les discriminations. A une époque marquée par la globalisation et la diversité, les chercheurs en sciences économiques et sociales s'interrogent de plus en plus sur l'adéquation des approches disponibles au regard de la complexité de nos sociétés contemporaines. Une politique interculturelle devrait permettre de consolider une cohésion sociale fragilisée, mais il faut également préserver la cohésion nationale et assurer que les politiques publiques ne contribuent pas à nourrir les inégalités entre les groupes. Le rôle de la communication et de l'éducation interculturelles est fondamental pour le développement des compétences interculturelles, la citoyenneté et le vivre ensemble de cultures différentes (Ramos, N., 2003, 2011, 2014).

Certains pays d'immigration ont renforcé les moyens pour favoriser l'intégration des nouveaux arrivants. Parmi ces mesures prises, des cours sont proposés pour améliorer les connaissances linguistiques, former aux valeurs civiques et initier aux conventions sociales du pays d'accueil et des systèmes d'évaluation et de validation des titres et diplômes professionnels sont mis en place.

Pour les Nations Unies, la liberté culturelle est un élément essentiel du développement humain (PNUD, 2004). Le Conseil de l'Europe est en faveur de la recherche d'un consensus fondé sur le principe de l'interculturalité (Conseil de l'Europe, 2008). Dans les sociétés multi/interculturelles d'aujourd'hui, une approche transculturelle est nécessaire en matière de management et d'organisations. Le management interculturel peut représenter une voie vers une meilleure entente entre les populations et leurs cultures, améliorant le management et la coopération économique entre pays (Ramos, 2011).

Que ce soit dans le pays d'origine, ou dans le pays d'accueil, les migrants peuvent contribuer aux transformations, aux innovations et à la modernisation sociétale, à l'intégration et à la cohésion sociale. Ainsi, la liberté de migrer ne mettrait pas en péril les sociétés de destination, mais favoriserait les contacts interculturels. Les villes, où sont concentrés les immigrés, doivent gérer des populations de plus en plus mobiles et diverses. La gouvernance urbaine doit inclure les migrants et favoriser les partenariats locaux en faveur du développement local (OIM, 2015; OCDE, 2018).

Environ 50 % des migrants internationaux résident dans dix pays à revenu élevé fortement urbanisés: l'Australie, le Canada et les États-Unis, plusieurs pays d'Europe (Allemagne, Espagne, France et Royaume-Uni), la Fédération de Russie, l'Arabie Saoudite, et les Émirats Arabes Unis (OIM, 2015). Pour de nombreuses villes, notamment européennes, la migration est devenue un déterminant de l'accroissement de la population et de la pyramide des âges plus important que la fécondité et la mortalité. Cette augmentation de la migration à grande échelle vers les centres urbains résulte de différents facteurs au niveau mondial : le vieillissement des sociétés et le déclin démographique, la croissance économique inégale entre les régions d'un même pays et entre pays et les changements climatiques (Ramos, 2016). Cette mobilité en direction des villes et des zones urbaines est aussi caractérisée par la temporalité et la circularité du processus de migration interne.

#### **4– Immigration, Cohésion Sociale et Politiques Publiques d'Intégration en Europe**

L'immigration constitue un thème central de la politique européenne car elle est indissociable de quelques-uns des grands défis auxquels la construction de l'Europe est confrontée, notamment ceux de la cohésion sociale, de la démographie, du dialogue interculturel, des

droits de l'homme, des citoyennetés multiples et de la coopération entre pays d'accueil et pays d'origine (Taran *et al.*, 2009). La contribution des immigrés aux marchés du travail et à l'économie des pays d'accueil et d'origine est une réalité. Les estimations de l'OCDE (2019) montrent que les migrants temporaires apportent une contribution significative à l'emploi dans de nombreux pays de l'OCDE. Dans six pays sur 20, ils contribuent à hauteur de 2% ou plus à la population en emploi total du pays d'accueil.

Les migrants répondent aux besoins des pays d'immigration, contribuent aux dynamiques locales des marchés du travail et accompagnent les nouveaux modèles de mobilité dans le cadre d'une globalisation accélérée. Les pays de l'OCDE, notamment européens, continuent d'adapter leurs programmes d'immigration de travail afin d'améliorer la sélection et de favoriser les compétences recherchées. Plusieurs pays ont également réformé leurs processus d'admission des investisseurs étrangers ou ont instauré de nouveaux programmes pour les immigrés créateurs de startups. Les migrants participent également au développement des pays d'origine par des transferts de fonds, plus fréquents lorsqu'un époux ou épouse et des enfants mineurs sont demeurés au pays.

La question des migrations et de la cohésion sociale est une priorité pour le Conseil de l'Europe qui définit la cohésion sociale comme «la capacité d'une société à assurer le bien-être de tous ses membres, à minimiser les disparités et à éviter la polarisation ». La cohésion sociale implique l'accès équilibré de la population aux bénéfices du progrès économique. « La cohésion sociale établit un lien de cause à effet entre les mécanismes d'intégration et de protection et le sentiment d'appartenance des individus à la société » (Taran *et al.*, 2009, p.19). En effet, la cohésion sociale repose principalement sur le sentiment d'appartenance et dépend de l'obtention de droits sociaux et civiques. Elle implique que tous les citoyens soient inclus

dans la dynamique du développement et bénéficient du bien-être que celui-ci procure. L'intégration réussie des immigrés est une condition préalable pour la cohésion sociale et l'efficacité économique des pays.

L'immigration entraîne indéniablement, pour les pays membres du Conseil de l'Europe, de nouveaux défis en ce qui concerne l'intégration économique et sociale des immigrés, et requiert en particulier l'intervention publique et la restructuration des politiques sociales. Les préoccupations liées à une véritable intégration des migrants (notamment par l'école, la formation, le travail, le logement, la santé et la participation civique) encouragent l'intervention publique et des politiques économiques et sociales qui luttent contre les inégalités et les exclusions et développent des mécanismes de solidarité sociale.

Il faut souligner le rôle joué par le regroupement familial dans l'intégration des immigrés. Des données de l'OCDE montrent que la grande majorité des immigrés mariés vivent avec leur conjoint dans le pays d'accueil. De longs délais pour le regroupement familial risquent d'avoir de conséquences néfastes sur l'intégration des enfants issus de l'immigration, notamment au niveau de la maîtrise de la langue du pays d'accueil et les études. Les immigrés adultes dont les parents vivent au sein du foyer ont une plus forte probabilité d'emploi et effectuent un nombre plus élevé d'heures de travail, en particulier lorsqu'ils ont de jeunes enfants.

Les politiques d'intégration des migrants, notamment des jeunes, sont tout autant indispensables que les politiques d'accueil et de séjour et de lutte contre les discriminations. Elles doivent prendre en compte les enjeux économiques et politiques des migrations, leur impact sur le marché du travail, et adapter les programmes d'immigration de travail afin de favoriser les compétences

recherchées des migrants moins qualifiés et très qualifiés, temporaires et permanents, dans différents secteurs.

Dans les pays de l'OCDE, plus de 68 % des immigrés ont un emploi et leur taux de chômage est inférieur à 9 % (OCDE, 2019). Dans ces pays, incluant ceux de l'UE, les immigrés (en particulier ceux nés en dehors de l'UE et résidant dans un pays de l'Union) ont des taux de chômage plus élevés que ceux des natifs. On constate une amélioration de l'emploi des immigrés récents plus importante dans les pays où le taux d'emploi est élevé, comme en Irlande et au Royaume-Uni. L'évolution de l'emploi des immigrés récents n'est observée en Italie et en France, où seuls 40 % des immigrés récents occupaient un emploi en 2018.

Pour certaines catégories d'immigrés, comme les jeunes et les personnes peu qualifiées, l'accès à l'emploi est plus difficile. En 2018, dans l'UE, plus de 18 % des immigrés âgés de 15 à 24 ans étaient sans emploi et sortis du système éducatif, contre 11 % de ceux qui sont nés dans le pays (OCDE, 2019). Plus d'un tiers des immigrés ayant un niveau d'éducation élevé et occupant un emploi sont déclassés dans leur emploi au sein de l'OCDE et de l'UE. La formation et la qualification doivent être des moyens de rendre effective la promotion de l'employabilité et de la mobilité sociale.

Environ 30 % des immigrés vivent dans une situation de pauvreté relative tant dans les pays de l'OCDE que dans ceux de l'UE. Les problèmes persistants de chômage, de pauvreté et d'exclusion sociale qui affectent certaines catégories d'immigrés montrent la nécessité d'une intensification d'efforts prenant en compte les dimensions économiques et sociales de l'intégration, outre les diversités culturelle et religieuse et les droits de citoyenneté. Par exemple, les données disponibles suggèrent que les immigrés ont moins tendance à faire appel aux services de santé que les personnes nées dans le pays, mais utilisent davantage les transports publics (OCDE, 2016).

Toutefois les effets des migrations sur les différents domaines ne peuvent être généralisés.

### **5- Défis et Propositions pour la Cohésion Économique, Sociale et Territoriale et le Développement**

Quelques propositions d'actions sont présentées en vue d'améliorer la cohésion économique, sociale et territoriale, en faveur du développement et d'une meilleure coopération entre pays d'accueil et pays d'origine. La plupart des États membres de l'Union européenne sont confrontés à la nécessité d'élaborer des solutions en matière d'immigration qui tiennent compte à la fois de leurs évolutions économique et démographique et de leurs liens historiques avec des pays tiers dans une optique de coopération pour le développement. L'accroissement de la mobilité au niveau mondial pose de nouveaux défis à la citoyenneté, à la culture, à l'éducation, à la gestion, aux formes d'appartenance et d'identité et à la construction européenne.

Il faut renforcer la participation civique et de la société civile et promouvoir la cohésion territoriale, d'autant plus que se vérifie une concentration urbaine des immigrés. Dans tous les pays de l'OCDE, et notamment ceux étant européens, les immigrés sont surreprésentés dans les zones urbaines. Le rythme soutenu de l'urbanisation, conjugué à l'accroissement des flux migratoires vers les villes, présente des risques et des chances pour les migrants, les communautés et les gouvernements (OCDE, 2018).

Le Rapport de l'OIM (2015) sur *l'État de la migration dans le monde 2015* analyse comment les migrants transforment les villes et comment la vie des migrants est façonnée par les villes et leurs habitants, ainsi que par leurs règles et modes d'organisation. C'est dans les villes que se constituent les réseaux sociaux qui permettent aux immigrés récemment arrivés de survivre et de trouver des

possibilités économiques (Ramos et Ramos, 2014). L'entrepreneuriat des immigrants et la création des emplois sont généralement concentrés dans les zones urbaines. La diversité engendrée par la migration est corrélée avec la productivité, en ce sens qu'elle peut avoir un effet bénéfique pour diversifier la production de biens, de services, de compétences et d'idées, la consommation et l'innovation, en particulier dans les économies régionales (Kemeny, 2014).

Aujourd'hui se dessine une évolution des parcours migratoires entre pays d'origine, pays de transit et pays d'accueil, qui interpelle une Europe en pleine mutation peinant à définir une politique commune. L'amélioration de la régulation des flux migratoires constitue un défi pour l'Europe du XXI<sup>ème</sup> siècle. « L'Agenda européen en matière de migration » a été adopté et mis en œuvre en 2015 en complément d'autres mesures visant à traiter les causes profondes et les conséquences des récents flux de migration, ainsi qu'à reformer le régime d'asile européen commun. En 2016, la Commission européenne a proposé des amendements à la directive sur la « carte bleue » portant sur les travailleurs hautement qualifiés et sur les conditions de détachement des travailleurs au sein de l'UE.

L'Europe doit se reconnaître comme un continent d'immigration, c'est-à-dire se doter de politiques d'immigration qui tiennent compte de ses obligations humanitaires, de ses intérêts économiques et de ceux de ses membres, mais aussi des intérêts des pays de départ des migrants. D'autant plus que ceux-ci deviennent de plus en plus à situation migratoire complexe, à la fois pays d'émigration et d'immigration, comme le cas du Portugal (Ramos, 2004, 2007a). Dans ce pays, l'actuel *Plan Stratégique pour les Migrations, 2015-2020* (ACM, 2015) comprend des mesures relatives à l'émigration et à l'immigration et propose de modifier le système de visa dans le but de créer un « visa talent » pour mieux attirer les travailleurs qualifiés.

Il porte également sur les travailleurs migrants saisonniers dans le secteur agricole, pour lesquels deux initiatives sont envisagées : la création d'un guide juridique dédié aux travailleurs immigrés; l'élaboration d'un guide en ligne sur les activités agricoles saisonnières dans les régions portugaises. Le Plan Stratégique (ACM, 2015) prévoit également des mesures visant à attirer des étudiants de l'enseignement supérieur et à promouvoir leur mobilité. Une réglementation entrée en vigueur en 2014 accorde le statut d'étudiant international aux étrangers non ressortissants de l'UE qui ne vivent pas au Portugal, ou qui y vivent depuis moins de deux ans, au moment où ils sont acceptés dans un établissement d'enseignement supérieur portugais. Une autre modification apportée en 2014 facilite l'octroi de visas aux chercheurs et aux universitaires.

Dans la Conférence intergouvernementale réalisée au Maroc (Marrakech, 10 et 11 décembre 2018) les États membres de l'ONU ont adopté le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, ayant 23 objectifs pour améliorer la coopération internationale en matière de migration et renforcer la manière dont les migrants contribuent au développement durable. Il s'agit du premier accord global des Nations Unies sur une approche commune des migrations internationales dans toutes ses dimensions. Il repose sur des valeurs telles que la souveraineté des États, le partage des responsabilités, la non-discrimination et les droits de l'homme, et reconnaît le besoin d'une approche coopérative pour optimiser les avantages globaux de la migration.

#### **6- Quelques Réflexions Finales pour Améliorer la Cohésion, l'Intégration, la Coopération et le Développement**

Les migrations posent plusieurs défis à l'Europe : la construction d'une politique européenne d'immigration, la coopération entre les États membres pour réguler et maîtriser les flux migratoires, le

vieillissement de la population européenne, la lutte contre les discriminations, la maîtrise de l'immigration irrégulière et de l'économie souterraine, la promotion de politiques d'intégration sociale et économique des immigrés et de circulation de la main-d'œuvre. La persistance des illégalités/inégalités constitue un risque pour la cohésion sociale et le développement.

Les tendances et les caractéristiques actuelles des migrations internationales et notamment l'accroissement de la mobilité au niveau mondial et en Europe, en particulier dans les pays du sud, comme le Portugal, soulèvent des défis en ce qui concerne l'intégration, la gestion et la régulation des migrations aux niveaux local, national, régional et mondial, les formes d'appartenance et d'identité et la construction européenne. Avec la mondialisation et un environnement multiculturel, les confrontations entre cultures se multiplient dans la société et dans le milieu professionnel, rendant nécessaire une approche interculturelle du management, une meilleure gestion du capital humain et une intervention adéquate des politiques publiques.

Il est indispensable de créer des conditions favorables qui permettent à tous les migrants d'enrichir les sociétés avec leurs capacités et faciliter ainsi leur contribution au développement. Il est aussi nécessaire de rendre manifeste la contribution des migrations à la construction européenne et à la cohésion sociale et intensifier les efforts d'information de l'opinion publique et des migrants sur leurs droits et obligations. Le co-développement et le partage plus équitable entre pays d'accueil et pays d'origine des immigrés, ainsi qu'une meilleure gestion de la fuite des cerveaux et la circulation des compétences, doivent être développés.

Les politiques migratoires doivent apporter des réponses plus adaptées aux chocs culturels, géopolitiques, économiques et

environnementaux et intégrer la migration dans le cadre local et mondial du développement durable. Enfin, il faut concevoir des transformations sociales capables de rendre compatibles les mouvements migratoires avec les États providence, les droits de citoyenneté, les institutions démocratiques et la coopération internationale. Bien gérée, la migration peut apporter une contribution significative au développement.

\* \* \* \*

### Références Bibliographiques

- ACM - Alto Comissariado para as Migrações (2015). *Plano Estratégico para as Migrações 2015-2020*. Lisbonne: ACM.
- Conseil de l'Europe (2008). *Livre Blanc sur le dialogue interculturel « vivre ensemble dans l'égalité »*. Strasbourg: Conseil de l'Europe.
- Kemeny, T. (2014). Immigrant diversity and economic performance in cities. *International Regional Science Review*, vol. 40 (2), 164-208. <https://doi.org/10.1177/0160017614541695>
- Lonnbäck, L. (2014). *Integrating migration into the post-2015 United Nations Development Agenda*. Bangkok and Washington, D.C.: International Organization for Migration and Migration Policy Institute.
- OCDE (2000). *Mondialisation, migrations et développement*. Paris: OCDE.
- OCDE (2014; 2015; 2016; 2019). *International migration outlook / Perspectives des migrations internationales*. Paris: OCDE.
- OCDE (2018). *Working together for local integration of migrants and refugees*. Paris: OCDE.
- OIM (2015). *État de la migration dans le monde 2015. Les migrants et les villes: de nouveaux partenariats pour gérer la mobilité*. Genève: Organisation internationale pour les migrations.
- Pécoud, A. et Guchteneire P. (dir.) (2009). *Migrations sans frontières*. Paris: Unesco/Berghahn Books; (2007). *Migration without borders*. New York: Unesco Publishing/Berghahn Books.
- PNUD (2004). *Relatório do desenvolvimento humano 2004 – Liberdade cultural num mundo diversificado*. Lisbonne: Mensagem, 2004.

- PNUD (2009). *Relatório do Desenvolvimento Humano 2009 – Ultrapassar barreiras: mobilidade e desenvolvimento humanos*. Coimbra: Almedina.
- Ramos, M. P. (2000). Economic integration of Portugal in the European Union: effect on direct investment, migration and employment. In *Globalisation, Migration and Development*. Paris: OCDE, 158-179.
- Ramos, M. C. P. (2004). Nouvelles dynamiques migratoires au Portugal et processus d'intégration. *Revue Française des Affaires Sociales*, n° 2, avril-juin, Paris, 111-144.
- Ramos, M. C. P. (2005). Immigration, Construction Européenne et Globalisation. In *Economie Teoretică și Aplicații* (vol. I, p. 363-392). Bucarest: Universul Juridic.
- Ramos, M. C. P. (2007a). Travail et Circulations Migratoires – Le Portugal pays relais des migrations en Europe. In E. M. Mouhoud et J. Oudinet (dir.) *L'Europe et ses Migrants – Ouverture ou Repli ?* (p. 215-270). Paris: L'Harmattan.
- Ramos, M. et Gomes, M. (2007b). Dual citizenship, governance and education: the situation in Portugal. In D. Kalekin-Fishman et P. Pitkanen (eds) *Multiple citizenship as a challenge to European Nation-States* (p. 171-211). Rotterdam: Sense Publishers.
- Ramos, M. C. P. (2011). Mondialisation, Citoyennetés, Cultures. *Crossing boundaries in culture and communication*, vol. 2, n° 2, 85-95, Ed. Universitara.
- Ramos, M. C. P. (2012). Migrações, desenvolvimento, dinâmicas locais e regionais. In H. Pina, H. Marques, M. C. Ramos et P. Remoaldo (Orgs.) *Major Issues of the European Space: planning policies and territorial restructuring in European Peripheries* (p. 63-102). Porto: FLUP.
- <http://ler.letras.up.pt/uploads/ficheiros/11418.pdf>

- Ramos, M. C. P. (2013). Globalização e Multiculturalismo. *Revista Eletrónica Inter-Legere*, n.º 13, 75-101.
- Ramos, M. C.; Deaconu, A. et Radu, C. (2013). *Brain drain of health care professionals – can we manage the process?* In Proceedings of the 7 th International Management Conference. Academy of Economic Studies, Bucharest, vol. 7(1), November,,149-155.  
[conferinta.management.ase.ro/archives/2013/pdf/17.pdf](http://conferinta.management.ase.ro/archives/2013/pdf/17.pdf)
- Ramos, M. C. P. (2014). Mobility, Internationalisation, Higher Education: European Challenges. In A. Dima (Coord.) *Trends in European Higher Education Convergence* (p. 44-61). Hershey, PA: IGI Global.
- Ramos, M. C. P. et Ramos, N. (2014). Associativismo migrante, participação e inclusão social no espaço urbano. In *Anais Eletrônicos do XXII Encontro Estadual de História da ANPUH–SP*. São Paulo, Brésil: ANPUH, 1-15  
1412976372\_ARQUIVO\_SantosartigocidadesMCPR\_MNPR
- Ramos, M. C. P. et Patrício, O. (2015). Riscos laborais de homens e mulheres migrantes e segurança no trabalho. In I. C. Silva, M. Pignatelli et S. M. Viegas (Eds.). *Livro de Atas do 1º Congresso da Associação Internacional de Ciências Sociais e Humanas em Língua Portuguesa* (p. 2948-2955). Lisbonne: AICSHLP.
- <https://repositorio-aberto.up.pt/bitstream/10216/82922/2/102131.pdf>
- Ramos, M. C. P.; Ramos, N. et Moreira, A. I. R. (2016). Climate change and forced environmental migration. Vulnerability of the portuguese coastline (p. 403-417). In W. Leal Filho, U. M. Azeiteiro et F. Alves (Eds.) *Climate Change and Health: improving resilience and reducing risks*. Cham: Springer.

- Ramos, N. (2003). *Interculturalité, communication et éducation*. Bucarest: ed. Milena Press.
- Ramos, N. (2011). Educar para a interculturalidade e cidadania: princípios e desafios. In L. Alcoforado *et al.* *Educação e Formação de Adultos. Políticas, Práticas e Investigação* (p. 189-200). Coimbra: Université de Coimbra.
- Ramos, N. (2014). Conflitos interculturais no espaço europeu – perspectivas de prevenção e intervenção. In H. Pina, P. Remoaldo, M. C. Ramos, H. Marques (org). *The overarching issues of the european space: the territorial diversity of opportunities in a scenario of crisis* (p. 225-245). Porto: FLUP, Université de Porto.  
<https://ler.letras.up.pt/uploads/ficheiros/13207.pdf>
- Taran, P.; Ramos, M. C. P.; Ivakhnyuk, I. et Tanner, A. (2009). *Economic Migration, social cohesion and development: an integrated approach. Migrations économiques, cohésion sociale et développement: vers une approche intégrée*. Strasbourg: Conseil de l'Europe.